

**Tribune parue dans « Les Echos » – Vie de l'entreprise – Environnement
Le Mercredi 29 octobre 2008**

La Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises est-elle soluble dans la crise ?

Par Elisabeth Laville et Stanislas Dupré, Fondatrice et Directeur Général d'Utopies, cabinet de conseil spécialisé sur le développement durable

Les démarches de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ont connu ces dernières années un essor important dans les entreprises. Avec la récession qui s'annonce, beaucoup d'observateurs s'interrogent sur leur sort : seront-elles mises entre parenthèse ou au contraire intégrées plus en profondeur dans la stratégie des entreprises ? Il est certain que dans un contexte de maîtrise des charges, la tentation sera forte pour bon nombre d'entreprises de modérer leurs ambitions en la matière : un récent sondage révèle que 30% des directions concernées font déjà face à un gel de leurs opérations¹. Nous croyons pour notre part que, dans le paysage de l'après-crise, la RSE sera amenée à occuper une place centrale.

Aujourd'hui l'heure est à la gestion de la crise. Mais assez rapidement, il faudra en tirer les enseignements pour réinventer la gouvernance du système financier mais aussi celle des entreprises. D'ores et déjà, au-delà des analyses techniques de la situation actuelle, un enseignement majeur émerge : lorsqu'une pratique générant un risque social ou environnemental majeur parvient à se développer, faute de régulation ou d'anticipation par les entreprises, le problème social ou environnemental devient une véritable « bombe à retardement » qui ne manquera pas de rattraper ceux qui l'ignorent. L'actualité nous en offre deux exemples emblématiques.

A la fin des années 90, General Motors et Toyota ont fait deux paris opposés. Malgré les avertissements des associations environnementales sur la finitude des ressources pétrolières et le risque du changement climatique, et confiant dans les effets du lobbying anti-Kyoto des industriels américains, General Motors choisit de miser sur les gros véhicules sportifs, avec un certain succès dans un premier temps. A l'inverse, Toyota investit massivement dans le lancement d'une voiture hybride, à un moment où les perspectives de ce marché sont tout sauf certaines. Aujourd'hui, la Prius est un succès commercial et Toyota est devenu le premier constructeur mondial, en partie grâce à ce positionnement d'innovateur, tandis que GM lutte contre la faillite, avec un titre revenu à sa valeur des années 50.

Plus près de nous, la crise financière offre une seconde illustration. Tout commence quand des organismes financiers américains, peu scrupuleux et peu régulés, distribuent à tour de bras des crédits hypothécaires immobiliers sans se préoccuper du risque de surendettement de leurs clients, tablant sur la hausse

¹ Sondage de CARE France auprès de 100 professionnels.

des prix de l'immobilier pour saisir et revendre les biens en cas de défaillance des clients. Dans la foulée, des banques rachètent ces créances, sans vraiment s'intéresser aux activités qu'elles financent ni aux risques sociaux qu'elles génèrent. On connaît la suite...

Dans ce contexte, nous pensons que les démarches de RSE, notamment dans le secteur financier, portent quelques-unes des réponses à ces défaillances.

La première réponse est la traçabilité. Demain, investisseurs et épargnants devront savoir quelles activités sont financées avec leur argent, quel niveau de risque social ou environnemental ces activités entraînent, et comment ce risque est géré. Dans ce domaine, la Caisse d'Epargne dont les récentes imprudences spéculatives incarnent aujourd'hui les pratiques à reformer, sont paradoxalement en pointe dans le défrichage de solutions pour l'après-crise : depuis juin tous les produits d'épargne de la banque affichent en effet une « étiquette » qui renseigne les clients non seulement sur le risque financier mais aussi sur le caractère plus ou moins vertueux des activités financées avec leur argent. Ce système est aujourd'hui en passe d'être adopté par d'autres acteurs du marché, poussés par l'ADEME et les Amis de la Terre qui ont co-développé la méthode de notation avec l'Ecureuil.

Le second élément de réponse consiste à s'assurer que les risques sociaux ou environnementaux les plus importants sont effectivement gérés, même s'ils semblent a priori sans conséquence financière, de façon à éviter les effets boomerang non anticipés. Or aujourd'hui seule une infime partie des fonds confiés aux banques sont gérés selon les principes de l'Investissement Socialement Responsable. A cet égard, la banque alternative Triodos, présente aux Pays-Bas et en Angleterre, fait partie du peu de banques qui ne s'estiment pas affectées par la crise financière. La raison selon elle ? Sa connexion directe avec l'économie réelle et les besoins réels de la Société, qui passe par le choix de ne financer que des projets et entreprises contribuant au développement durable : bâtiments passifs, éoliennes, PME à vocation sociale...

Dans un monde dominé par l'économie virtuelle (dont les échanges pèsent 60 fois plus, chaque jour, que la valeur produite par l'économie réelle*), la crise vient nous rappeler douloureusement que le succès des acteurs financiers ne peut reposer durablement sur la spéculation, la course à l'endettement des ménages ou les agios. Ces acteurs font aujourd'hui face à un énorme chantier : (re)construire une relation équilibrée avec leurs clients, mériter leur confiance par des services à forte valeur ajoutée, et financer l'économie de demain (énergies renouvelables, technologies vertes, habitat écologique, etc) qui a des besoins considérables à court terme.

* : 3200 milliards de dollars contre 50 milliards